

1871-1914, lorsqu'une guerre en prépare une autre

En signant la paix à Francfort le 10 mai 1871, la France a eu le sentiment d'une défaite imméritée. Si encore les conditions du vainqueur ne s'étaient limitées qu'à une lourde indemnité de guerre, la rancœur du moment aurait probablement fini par disparaître. Or, l'annexion des provinces de l'Est et l'isolement politique du pays créent un contentieux tel qu'ils vont contribuer au déclenchement de la Grande Guerre.

L'Allemagne en a parfaitement conscience, et il est significatif que le maréchal von Moltke ait déclaré dès 1874 : « *Ce que nous avons conquis par les armes en une demi-année, il nous faudra le garantir par les armes pendant un demi-siècle, afin qu'on ne nous l'arrache pas de nouveau.* »

Dès lors, de 1871 à 1914, pendant près d'un demi-siècle en effet, la France et l'Allemagne vont vivre dans un état de paix armée.

Priorité au redressement militaire

À l'issue de la défaite, les priorités de la France sont la refondation de son armée et la mise en état de défense des nouvelles frontières. La création en 1872 d'un Conseil supérieur de la Guerre et d'un Comité de Défense doit déboucher sur une doctrine militaire cohérente.

Dans un deuxième temps, la France s'emploiera à sortir de l'isolement politique dans lequel Bismarck l'a entretenue après la défaite.

« *Honneur au courage malheureux* » ; l'état d'esprit général en France est au patriotisme, où l'armée occupe une place privilégiée dans la Nation, place qu'elle n'a jamais connue jusqu'alors. Durant la décennie 70, l'opinion publique se cristallise autour de la « Revanche », qui devient le leitmotiv du moment : « *N'en parlez jamais, mais pensez-y toujours* » déclarera Gambetta. Paradoxalement, l'espoir de reprendre les provinces perdues a pour résultat de provoquer un sentiment d'union nationale qui repose plus sur la haine vouée à l'Allemagne qu'autre chose, alors que l'unité allemande se forge autour de la personne du *Kaiser*. La conquête coloniale que la France entreprend à partir de 1880, encouragée d'ailleurs par le chancelier allemand Bismarck, ne changera rien à cet état d'esprit.

De l'autre côté du Rhin, alimentant ce ressentiment, ce même Bismarck réagit à la loi militaire



collection Alexandre Gourdon

Le maréchal von Moltke

du 13 mars 1875, qui fait passer l'armée de la France d'une armée de métier à une armée de conscription généralisée, en faisant courir la rumeur de menaces de guerre. Si cette crise, que l'on a appelée « *l'alerte de 1875* », se termine par un échec diplomatique pour Bismarck, grâce notamment à l'intervention de la Grande-Bretagne et de la Russie, elle illustre la nature conflictuelle des rapports franco-allemands et incite la France à conduire son redressement avec d'autant plus d'énergie et à sortir de son isolement dès que possible.

L'État-major général procède à l'élaboration des premiers plans de guerre, tous basés sur la concentration des forces à la nouvelle frontière commune avec l'Allemagne. Dix-sept plans successifs vont voir le jour de 1880 à 1914 et évoluer en fonction du développement du réseau ferroviaire, de celui du système défensif en cours de construction le long de la frontière de l'Est sous la direction du général Séré de Rivières et des hypothèses hasardées par l'État-major général sur les intentions allemandes. Tirant les leçons de la malheureuse entrée en guerre de fin juillet 1870, ces plans font l'objet d'études soignées qui ne veulent rien laisser au hasard. De la sorte, même sans la souhaiter, ni la provoquer, la France se prépare à une nouvelle guerre avec l'Allemagne.

Alors que les premiers plans ont un caractère défensif, ils prévoient à partir du *Plan VII* (1886) des options offensives. Vers 1890, les efforts de réorganisation de l'armée commencent à porter leurs fruits. À partir de 1898, elle se dote du fameux et remarquable canon de 75 qui lui assure dans le domaine de l'artillerie de campagne une nette supériorité sur celle de son futur adversaire¹. Et surtout, sur le plan politique, la France n'est plus seule car elle vient de s'allier avec la Russie.

L'alliance franco-russe et ses conséquences

À la suite de maladroites répétées de la part du nouveau *Kaiser* Guillaume II, monté sur le trône en 1888, la Russie sort du système d'alliance dit « des Trois Empereurs² », que Bismarck avait monté au lendemain de la guerre de 1870 pour isoler la France. Celle-ci s'engouffre dans la brèche sans tarder. En août 1892, elle parvient à conclure un accord militaire défensif avec l'Empire des Tsars, accord qui assure l'entrée en guerre automatique de l'un des deux contractants aux côtés de l'autre si celui-ci est attaqué par l'Allemagne. Curieux paradoxe, ainsi voyait-on la très laïque République française s'allier à la puissance la plus autocratique d'Europe.

Cela revenait à prendre l'Empire allemand en étau, à l'encercler, et ce ne sera pas sans conséquences graves pour l'avenir. Moltke avait pris conscience très tôt d'une telle éventualité, car en 1870, c'est-à-dire avant même que la guerre franco-prussienne n'éclate, il déclarait d'une façon prémonitoire : « *La situation politique laisse prévoir que si la guerre éclate à l'avenir, et peut-être d'ici longtemps, nous devons la conduire sur deux fronts.* »

1/ Le *Feldkanone* de 7,7 cm, sorti en 1896, est nettement moins performant.

2/ Alliance renouvelée sous diverses formes entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie.

Convaincu que son pays ne pouvait soutenir une guerre de longue durée malgré sa puissance industrielle, il défend l'idée selon laquelle il faudra rechercher au plus tôt la bataille d'anéantissement. Avant même qu'il ne soit encore question d'un éventuel rapprochement franco-russe, le Grand État-major (allemand) va étudier différentes options pendant plusieurs années.

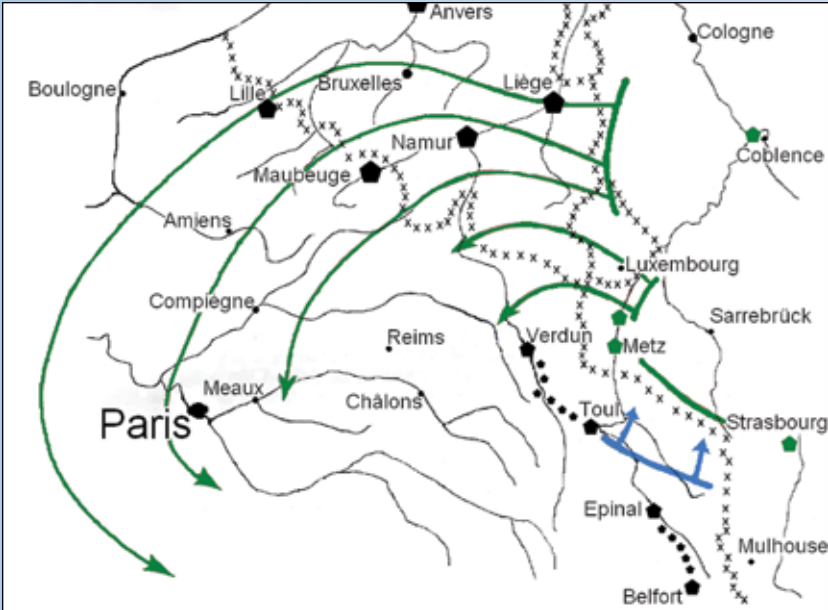
Dans le cas d'une guerre sur deux fronts qui serait survenue immédiatement après 1871, Moltke se pensait assez fort pour battre simultanément la France et la Russie. Mais dès que la puissance militaire de la France s'accroît et que les ouvrages fortifiés de l'Est surgissent de terre, ce plan se révèle inexécutable. Certes, le Grand État-major a la quasi-certitude de battre la France, mais le sort des armes lui paraît moins évident contre la Russie. Aussi, pendant plus de vingt ans, hésite-t-il pour savoir lequel des deux adversaires il lui faut battre en premier avant de se retourner contre l'autre.



Poignée de main entre le tsar Alexandre III et le président Carnot

En 1891, le comte Alfred von Schlieffen devient chef du Grand État-major. L'année d'après, les accords franco-russes rendent certaine pour l'Allemagne une guerre sur deux fronts. Schlieffen fait alors le choix d'obtenir une décision rapide d'abord sur la France avant de se retourner contre la Russie, et non l'inverse. Compte tenu de l'impossibilité de l'obtenir en attaquant de front le système de fortifications réalisé par Séré de Rivières, il considère que la seule façon d'y parvenir consiste à le contourner en passant par la Belgique.

Ce plan est définitivement adopté en 1905, au moment où Schlieffen quitte ses fonctions. Le général von Moltke, neveu du maréchal, lui succède. Sans doute celui-ci le retouche-t-il à plusieurs reprises, mais sans remettre en cause le principe de passer par la Belgique, ce qui revenait à violer sa neutralité malgré le risque de voir la Grande-Bretagne intervenir. Cette décision va se traduire assez rapidement sur le terrain par le renforcement du réseau de chemin de fer allemand en Rhénanie en direction de la Belgique.



Le plan Schlieffen en 1905

Tout se met en place

La carte politique de l'Europe se réorganise en deux blocs opposés, ce qui ne s'était jamais vu jusqu'alors, même au temps de la *Sainte-Alliance* un siècle plus tôt.

Avant même que la Russie n'ait repris son indépendance vis-à-vis des Empires centraux, ceux-ci s'étaient déjà organisés en un espace militaire unique dans le cadre d'accords défensifs conclus en 1879 contre... la Russie, puissance alliée, mais considérée comme la menace majeure. L'Italie les rejoindra peu après, en 1882 ; ce sera la *Triple-Alliance*.

Vingt ans plus tard, après avoir réglé leurs différents coloniaux, la Grande-Bretagne se rapproche d'abord de la France, en 1904, c'est l'*Entente cordiale*, puis de la Russie en 1907 ; ce sera la *Triple-Entente*.

Pour ne rien arranger, deux crises politiques internationales graves, celle de Tanger en 1905 et celle d'Agadir en 1911, se soldent chaque fois par un échec diplomatique pour l'Allemagne. La défaite de la Russie face au Japon en 1905 fait tomber un temps la pression, mais son redressement se poursuit à grands pas. Grâce aux fameux « emprunts russes » consentis par son allié français, elle procède à un développement de son réseau ferroviaire qui devrait réduire les délais de sa mobilisation et de sa concentration face aux Empires centraux.

Tout le monde réarme. L'armée allemande ne cesse de monter en puissance en portant le nombre de ses corps d'armée de dix-sept à vingt-six. En réponse aux lois allemandes de 1911 et 1912 d'augmentation des effectifs, la France vote en 1913 la loi dite des « trois ans ». De plus, le

18 avril de cette même année elle adopte le *Plan XVII*, qui sera celui de la mobilisation de la Grande Guerre. Il s'affranchit totalement de l'existence des ouvrages défensifs réalisés aux frontières en prévoyant une concentration au plus près, dont le but, au caractère nettement offensif, est de pénétrer en Alsace et en Lorraine sans attendre l'ennemi. À ce rythme, entre le réarmement français et le redressement russe, la question se pose bientôt pour l'Allemagne de savoir si elle ne va pas se retrouver en



L'Europe des « blocs » avant la Grande Guerre

position de faiblesse vis-à-vis de ses deux voisins à l'Est et à l'Ouest. Le temps passant, la guerre lui semble devoir s'imposer comme une nécessité, non par bellicisme, mais par instinct de survie. La question est de savoir « qui va tirer le premier » et à la faveur de quoi.

Dans un tel contexte de tensions, une conférence militaire interne, présidée par le *Kaiser*, se tient à Berlin en décembre 1913, lors de laquelle une guerre est envisagée contre la Russie. Il est décidé d'y préparer la population allemande.

Lorsque l'attentat de Sarajevo survient, le 28 juin 1914, contre l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, le Grand État-major pousse à la guerre en considérant qu'il faut la faire maintenant, car attendre reviendrait à la faire trop tard.

Soixante-dix ans de conflit franco-allemand

La victoire de l'Allemagne sur la France en 1871 a eu pour conséquence, le mouvement des nationalités aidant, de faire passer toute l'Europe d'un monde à autre. Redevenue grande puissance sous le Second Empire, dictant à un moment donné sa loi à l'Europe, la France se trouve ramenée au rang de puissance secondaire. La conquête coloniale n'y changera rien.

Un peu de recul permet de mesurer les conséquences de la fameuse dépêche d'Ems, qui a provoqué la guerre de 1870. De fil en aiguille, le traité de Francfort a créé les conditions du conflit suivant qui éclatera à partir de situations que personne ne pouvait prévoir. De même, le traité de Versailles de 1919 débouche sur une situation identique en créant un ressentiment puissant chez le vaincu, qui est cette fois l'Allemagne, et un esprit de revanche encore plus fort que celui qu'a pu connaître la France. La crise de 1929 et l'arrivée d'Hitler ont fait le reste.

La guerre franco-allemande de 1870 s'est terminée en 1945.

*Henri ORTHOLAN
Colonel (er), historien*